GLASUL MINORITĂŢILOR
LA VOIX DES MINORITÉS
DIE STIMME DER MINDERHEITEN

ANUL / ANNÉE / JAHRGANG VII. APRILIE / AVRIL / APRIL 1929. NUMĂRUL / NUMÉRO / NUMMER 4

Saturnalia.

De **Dr. Elemér Jakabffy.**

Cea mai plăcută sărbătoare a vechilor Romani, era sacrificată zeului Saturn.

Petrecerile şi orgiile, aranjate în amintirea „epocei de aur", se ţineau, la început, numai în 17 Decembrie, mai târziu apoi durau încă 4 zile următoare.

Caracteristica saturnaliilor era, că în aceste zile „tota servis licencia permittitur", adecă fiecărui sclav i-se dăruia libertatea. Mai mult chiar! Şi sclavii erau puşi la masă, iar stăpânii lor îi tratau, ca şi când ar fi fraţi, părtaşi de aceleaşi drepturi egale. Iar cetăţenii liberi îşi făceau, unul altuia, cadouri păpuşi de lut şi alte figuri cioplite, printre diferitele distracţii, în decursul cărora se deslegau chiar şi unele enigme.

O tristă urmare a acestor petreceri era, mai târziu, alegerea unuia dintre sclavi ca „saturnalicus princeps". Nenorocitul acesta era încărcat cu toate darurile, benchetuind în această situaţie 30 de zile în continuu, pentruca apoi în ultima zi, să fie sacrificat pe altarul zeului Saturn.

Această renumită sărbătoare romană mi-a venit în minte, când am cetit în ziare învitarea d-lui ministru Vaida-Voevod, la serbările, cari vor începe în 10 Mai, spre a ne prezenta în costum maghiar de gală, rostind discursuri festive, în cari să accentuăm particularităţile noastre naţionale.

După zece ani de oprimare şi lâncezeală, să avem, deci, şi noi vre-o câteva zile, în cari să simţim egalitatea drepturilor, fiind trataţi frăţeşte.

Așa se vede, d-l ministru de interne e condus de ideia aceasta.

Ba nu e exchis, că din acest prilej vom primi și cadouri: vre-o 1—2 milioane ajutor școlar sau alte donațiuni generoase, eventual ni-se va retroceda Sanatorul Elisabeta sau ni-se vor ierta anumite pedepse de impozit.

Și cu toate acestea noi, încăpățânații Maghiari, totuși deabia vom fi prezenți la acele serbări fastuoase și totuși nu vom despacheta costumele maghiare de gală, pe cari le-am împachetat cu precauțiune înainte cu zece ani.

De ce? De sigur, pentrucă suntem iredentiști, — după concepția ziarelor *Cuvântul*, *Curentul*, *Viitorul* etc.

Or, după părerea noastră, pentrucă totuș nu suntem sclavi pe deplin și în mentalitatea și conștiința noastră nu vom fi sclavi nici odată. Pentrucă nu voim, ca guvernul să ne prezinte amicilor săi din străinătate, ca pe niște păpuși de lut, punând enigna în fața acestora, cam în felul următor: ce rost are gălăgia pe la Societatea Națiunilor, câtă vreme aici Maghiarul — împodobit fiind cu tricolorul roșu-alb-verde — e vesel și fericit?

Dar dacă guvernul voiește cu orice preț, să fie pe placul operatorilor de cinematograf, poate totuși va afla 1—2 „Maghiari", pe cari îi poate alege ca „saturnalicus princeps", arătându-i țării și lumei.

Rugăm însă guvernul, să fie cu îndurare față de aceștia și să nu-i sacrifice, după 30 de zile, pe atotdistrugătorul altar al intoleranței naționale.

Promitem însă totodată, că și noi sărbătorim, când vom constata, că și guvernarea românească a avut într'adevăr o astfel de „epocă de aur", care merită să o dorim.

Procédure applicable aux pétitions de minorités: Propositions du représentant du Canada.

Nous croyons faire plaisir à nos lecteurs en les tenant au courant de la discussion fort importante, qui fut tenue sur la protection des minorités devant la Societé des Nations. C'est pour cela que nous reproduisons les propositions de Mr. Dandurand et le discour de Mr. Stresemann, du Procès-verbal de la cinquante quatrième session du Conseil.

M. *Dandurand* soumet au Conseil le mémorandum suivant:

„Le Conseil a plus d'une fois étudié la procédure à suivre dans l'exécution du mandat qui lui est confié par les traités, touchant la protection des minorités.

„Peut-être y a-t-il lieu d'examiner à nouveau cette question à la lumière de l'expérience acquise.

„Dans l'interprétation de ces traités, le Conseil a affirmé que les minorités n'avaient pas la personnalité juridique qui leur permît de saisir directement le Conseil de leurs plaintes, que leur rôle se bornait à transmettre aux Membres du Conseil, individuellement, des informations permettant à l'un ou à plusieurs de ces Membres de référer la dénonciation au Conseil, en leur nom respectif.

„Cette opinion s'appuyait sur le texte suivant:

„Le pays intéressé agrée que, dans la mesure où les stipulations des articles en question affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations. Le pays intéressé agrée, en outre, que tout Membre du Conseil de la Société des Nations aura le droit de signaler à l'attention du Conseil des infractions ou dangers d'infractions à l'une quelconque de ces obligations et que le Conseil pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance".

„S'il n'eût été apporté aucun tempérament à cette étroite

interprétation des traités, le devoir de chaque Membre eût été, soit de transmettre l'information automatiquement au Conseil, soit d'entreprendre personnellement une enquête préalable.

„Pour qu'un Membre puisse agir, il lui faut être nécessairement renseigné par celui qui se croit lésé. Tous les Membres du Conseil peuvent recevoir la même dénonciation et ils ont la même obligation de s'assurer de sa valeur.

„Le Conseil a cru que le devoir de chacun devenait un devoir collectif et il a consenti à la réception de l'information par le Secrétariat et à la constitution d'un Comité de trois membres pour en examiner les allégations. Le Secrétaire général, dans une note soumise au Conseil le 10 juin 1926, explique le rôle que joue le pétitionnaire auprès du Secrétariat et du Conseil. Nous en reproduisons l'essentiel.

„Le Secrétariat accuse réception de la pétition, tout simplement, et ne dit pas si elle est jugée recevable. Lorsque cette pétition est jugée recevable par le Secrétariat, elle est communiquée, pour observations, au gouvernement intéressé et elle est transmise à tous les Membres du Conseil. Le Président fait alors appel à deux de ses collègues pour examiner avec lui les documents. Si le Conseil est ensuite saisi de la question par le Comité des trois, toute documentation relative à cette affaire est accessible au public, mais si cette procédure n'est pas suivie, il n'est pas donné connaissance au pétitionnaire du contenu des observations formulées par le gouvernement intéressé au sujet de sa pétition, ni par le Comité des trois ni par le Secrétariat. Si le Comité des minorités (le Comité des trois) ne réfère pas la question au Conseil, l'affaire en reste là et le Secrétariat ne fait pas connaître au pétitionnaire le résultat de sa pétition.

„Cette procédure n'a pas donné satisfaction aux minorités qui ne cessent de protester par tous les organes qui sont à leur disposition. Bien que cette méthode ait donné d'heureux résultats, elle laisse dans l'esprit de la minorité l'impression qu'elle n'a pas été entendue et qu'elle est la victime de l'inaction ou de l'indifférence du Conseil. Cette minorité porte plainte et elle reste dans l'ignorance par la suite qui a pu être donnée à ses représentations. Sa dénonciation est généralement remise à son gouvernement, mais la réponse de ce dernier ne lui est jamais communiquée.

„Il se peut que, dans neuf cas sur dix, le plaignant soit

dans l'erreur, mais, comme il n'en a pas la démonstration, il reste en face de son grief et il clame son mécontentement. Ce n'est pas là ce que se proposaient les auteurs des traités de minorités. Leur but était d'apaiser les esprits et de faire régner l'harmonie dans les États nouvellement constitués ou remaniés.

„L'Assemblée et le Conseil ont accepté la mission de faire respecter les droits des minorités qui sont inscrits dans certains traités.

„M. le Président Briand exprimait la pensée de tous ses collègues lorsqu'il disait, en décembre dernier, que les intérêts et les droits des minorités étaient sacrés et ne seraient jamais négligés.

„Les traités disent bien que tout Membre du Conseil aura le droit „de signaler à l'attention du Conseil des infractions ou dangers d'infractions"; mais quel est l'État qui voudra poursuivre une enquête en pays étranger? Et pourquoi tel État plutôt que tel autre? Quel est l'État le mieux situé pour savoir ce qui se passe au delà de ses frontières? N'est ce pas le voisin dont ce sont probablement les anciens ressortissants qui se plaignent? En Europe, les races s'entremêlent le long de la plupart des frontières. La Société des Nations a-t-elle intérêt à voir se produire cette intervention? Le rôle qui est dévolu au Conseil n'a-t-il pas pour objet de supprimer une semblable immixtion d'un État étranger?

„On a, en plus d'un milieu, préconisé la constitution d'un Comité permanent des minorités, mais je viens vous soumettre une autre solution.

„Quoi qu'on en ait dit ou pensé, les minorités ne cesseront pas d'exister là où elles forment un groupe de quelque importance. Elles garderont d'une manière permanente leur langage et leur religion sans que leur loyalisme en soit le moindrement affecté. Les problèmes qui naissent de leur présence au sein de la nation s'atténueront et se résoudront dans la mesure où la bienveillance et la générosité les aplaniront. C'est ainsi seulement que se fera l'unité nationale, non pas dans l'assimilation, mais dans la diversité des races et des cultures.

„Ces minorités ont vis-à vis de leur pays et de leur gouvernement des devoirs qui doivent être pour elles tout aussi sacrés que leurs droits.

„C'est en m'inspirant des obligations et des droits du ci-

toyen dans l'État que je crois devoir soumettre au Conseil une autre formule pour l'examen des plaintes des minorités. Cette procédure m'est suggérée, en grande partie, par un mémoire de la délégation du Gouvernement polonais, en date du 22 août 1923.

„Les traités ont donné aux minorités un droit d'appel au Conseil, mais ils n'ont pas eu pour but et ne doivent pas avoir pour effet de relâcher les liens qui unissent à l'État tous ses ressortissants. Aucun des signataires de ces traités n'a pu avoir la pensée de permettre qu'on ait recours à un tribunal international, avant d'avoir saisi de sa plainte son propre gouvernement.

„C'est ce qu'affirme la propos tion polonaise. Elle demande que toute pétition individuelle ou collective émanant de personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue soit transmise à la Société des Nations par l'intermédiaire du gouvernement intéressé.

„Les raisons données à l'appui de cette thèse sont ainsi formulées :

„1. Tout acte de l'autorité administrative locale, par lequel les personnes appartenant aux minorités se considéreraient comme lésées dans leur droit, serait immédiatement connu de l'autorité locale, ce qui permettrait à cette dernière de faire droit sans délai aux revendications légitimes des personnes intéressées.

„2. Les minorités seraient assurées que l'autorité centrale ne pourrait se désintéresser de leur sort et elles ne chercheraient pas l'appui d'un État étranger, mais adopteraient une attitude loyale vis-à-vis de leur État.

„3. Le Gouvernement polonais est, en outre, d'avis qu'en adoptant cette procédure, le nombre des pétitions adressées au Conseil sera réduit au minimum, étant donné que chaque gouvernement pourra directement satisfaire aux justes demandes des pétitionnaires".

„L'étude de ces pétitions intéresse à un égal degré tous les Membres du Conseil.

„On a reproché au Comité des trois d'être la seule fraction du Conseil à connaître de ces plaintes. On l'a critiqué parce qu'i ne pouvait pas donner à cette étude le temps requis

et qu'il n'avait pas, par devers lui, tous les éléments de preuve voulus.

„Le représentant des Pays-Bas, M. Beelaerts van Blokland, n'a pas été le seul à constater que les déléguées au Conseil, trop absorbés par leurs travaux, sont souvent obligés de se faire remplacer aux sessions de ces comités des trois qui siègent en même temps que le Conseil. La composition de ces comités varie constamment, leurs membres n'y acquirèment qu'une connaissance par trop sommaire et accidentelle des questions soumises à leurs délibérations.

„Pour toutes ces raisons, je suggère de confier l'examen des plaintes des minorités à un comité du Conseil qui se réunira tout spécialement dans cette intention. Les délégués du Conseil pourront nommer des substituts tout comme il fut fait en vertu de la résolution proposée par M. Beneš en octobre 1924, par laquelle le Conseil se forma en Comité pour élaborer le programme des travaux préparatoires en vue d'une conférence pour la réduction des armements.

„La procédure que je propose aura cet avantage de rapprocher les minorités de leur gouvernement, d'amener le réglement de maintes difficultés et de dissiper de nombreux malentendus, par les voies ordinaires et normales.

„Les différends qui seront soumis au Conseil iront en diminuant et les dossiers qui lui seront transmis seront plus complets puisque les parties auront échangé leurs vues, tant en fait qu'en droit.

„Le Conseil voudra probablement constituer ce sous-comité de manière à ce que ses membres puissent se spécialiser dans les questions affectant les minorités.

„J'ai l'honneur de proposer au Conseil la résolution suivante :

> „Les pétitions relatives aux minorités, individuelles ou collectives, de race, de religion ou de langue d'un État ayant signé un traité de minorités et provenant de l'intérieur ou de l'extérieur de l'État, devront être adressées au gouvernement intéressé, avec prière de les transmettre au Secrétariat de la Société des Nations dans les trente jours suivant leur réception, si ce gouvernement ne croit pas opportun de répondre directement aux pétitionnaires.
>
> „Si le gouvernement ne réussit pas à satisfaire les

plaignants, ces derniers devront, après la réponse qu'ils auront reçue, donner leurs raisons pour maintenir leurs prétentions et pourront demander en même temps au gouvernement intéressé de transmettre toute la correspondance échangée au Secrétariat de la Société des Nations dans les trente jours qui suivront la réception de leur réplique finale.

„Le gouvernement devra se conformer à cette requête et en informer les pétitionnaires. Il leur communiquera en même temps les observations supplémentaires qu'il jugera à propos d'ajouter au dossier.

„Si les pétitionnaires ne reçoivent pas dans les quarante jours qui suivront leur demande, à l'effet que leurs plaintes et tout le dossier soit transmis au Secrétariat, un avis de cette transmission, ils pourront expédier eux mêmes au Secrétariat de la Société des Nations le duplicata des pièces constituant le dossier ou leur seule plainte, dans le cas où aucune réponse ne leur aurait été faite par le gouvernement.

„Dans un cas exceptionnel et d'une extrême urgence, les pétitionnaires pourront, en adressant leur pétition au gouvernement intéressé, le notifier qu'un double de la pétition est adressé en même temps au Secrétaire général. Ce dernier pourra prendre les mesures prévues par la procédure actuellement en vigueur pour les cas d'urgence.

„Pour que ces pétitions puissent être prises en considération par le Conseil, elles devront se conformer aux conditions suivantes :

«*a)* Elles doivent avoir pour objet la protection des minorités, conformément aux traités ;

«*b)* En particulier, elles ne doivent pas être présentées sous la forme d'une demande de rupture des liens politiques entre la minorité en question et l'État dont elle fait partie ;

«*c)* Elles ne doivent pas émaner d'une source anonyme ou mal établie ;

«*d)* Elles doivent être rédigées sans violence de langage ;

«*e)* Elles doivent contenir des informations ou sig-

naler des faits qui n'ont pas récemment fait l'objet d'une pétition soumise au Conseil.

„Au cas où l'État intéressé soulèverait, pour une raison quelconque, des objections contre la recevabilité d'une pétition, le Secrétaire général soumettra la question de recevabilité au Comité du Conseil, tel que constitué ci-après, qui pourra, s'il le juge opportun, charger un sous comité de l'examen préliminaire de cette question.

„Pour l'examen de ces pétitions et des pièces qui les accompagneront comme susdit, le Conseil décide de former un Comité dont chaque membre du Conseil ou son substitut fera partie.

„Des réunions spéciales de ce comité auront lieu à des dates qu'il fixera lui-même.

„Dans l'étude de ces pétitions, le Comité du Conseil pourra, s'il le juge opportun, référer la question au Conseil, qui en disposera de telle façon et donnera telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance.

„Si le Comité du Conseil ni aucun membre de ce comité ne fait un rapport au Conseil, le Comité décidera dans quels cas et dans quelles conditions une communication publique sera faite".

„La procédure que je soumets au Conseil ne modifie aucunement les principes déjà posés.

„Je n'ignore pas que certains pays, qui ont, par traités, accepté l'intervention du Conseil dans le traitement des minorités, inclinent vers une application restrictive de ce droit, parce qu'ils y voient un amoindrissement de leur souveraineté au regard des autres nations.

„Ces pays ne doivent pas perdre de vue qu'ils ont ainsi contribué à instaurer dans le monde des mœurs nouvelles qui seront l'honneur du vingtième siècle.

„Il suffit d'évoquer les compétitions qui s'élevèrent lors de la sécularisation des principautés ecclesiastiques en Allemagne, alors que leur partage se discutait sur la base des revenus que versaient les contribuables. Les peuples n'avaient, en 1802, que le droit de peiner et non celui de penser. Au surplus, est-ce que les signataires de ces traités ne sont pas tout au moins moralement obligés au respect des mêmes principes et l'Assemblée de 1922 ne les a-t-elle pas unanimement acceptés?"

Au sujet de la résolution proposée par M. Beneš en 1924, par laquelle le Conseil se forma en Comité pour élaborer le programme des travaux préparatoires en vue d'une conférence pour la réduction des armements (mentionnée dans son mémorandum), M. Dandurand fait observer que, sauf erreur de sa part, ce comité général du Conseil s'était même adjoint d'autres experts et qu'il avait siégé durant plus de deux années.

Le rapporteur ajoute que les propositions qu'il vient de soumettre au Conseil lui ont été inspirées par le sentiment de la justice et par son devoir envers la Société des Nations.

Dans de nombreux pays, l'opinion s'inquiète et la confiance est ébranlée. Certes, la Société des Nations a fait jusqu'ici œuvre bienfaisante, mais le mystère et le silence dont s'entoure l'examen des pétitions sont de nature à laisser se répandre la croyance qu'elle ne remplit pas parfaitement les devoirs qui lui incombent.

C'est pour dissiper toute équivoque et pour enlever aux craintes qui se sont trop souvent exprimées l'apparence même d'une justification que le Canada a voulu apporter au problème des minorités une contribution désintéressée.

M. Dandurand désire, en terminant, insister sur l'importance qu'il attache à l'élargissement du Comité des trois. Il n'étend aucunement ses pouvoirs, mais il estime que, si aucun Membre n'est tenu de transmettre une plainte au Conseil, le moins que les minorités puissent attendre du Conseil, c'est que tous ses Membres soient en mesure de se renseigner.

Le *Dr. Stresemann.* — Monsieur le Président, au cours de cette année, la Société des Nations achèvera la première décade de son activité. En reportant ses regards sur cette période, on ne saurait cependant mesurer le temps écoulé depuis la guerre à la même aune qu'on a autrefois appliquée à d'autres époques. Les bouleversements qui ont ébranlé la vie des États et des peuples ont été si forts et l'évolution dans le domaine social, à l'intérieur des nations, a été si grande que les événements de ces dix années ont soulevé des problèmes qui, à d'autres époques, auraient eu besoin d'une génération entière pour se développer. Cela nous entraînerait trop loin de dresser un bilan de cette époque d'après-guerre et de tout ce qu'elle signifie pour la vie des peuples. Mais, dans la question qui nous occupe aujourd'hui, certains courants qui se sont manifestés dans la

Société des Nations nous montrent que l'on se demande, à l'intérieur de la Société aussi bien qu'au dehors, si les idées de ses fondateurs apparaissent aujourd'hui encore sous le même aspect.

Déjà au cours de la dernière session de l'Assemblée, l'idée s'est dégagée de certains discours que, dans le développement de l'activité de la Société des Nations, le moment était venu où il serait utile de jeter un coup d'œil rétrospectif sur la manière dont le problème des minorités a été traité jusqu'à présent. Il faudra donc, sur la base des expériences faites, se rendre compte si les instances compétentes de la Société des Nations dans l'exécution de cette tâche grande et importante se trouvent sur la bonne voie ou s'il est utile de prendre, sous certains rapports, de nouvelles décisions.

Déjà indiquées au cours de l'Assemblée du mois de septembre 1928, ces suggestions ont pris une forme plus nette dans les propositions extrêmement importantes que le représentant du Canada a faites dans son mémoire si intéressant et qu'il a motivées dans l'exposé que nous venons d'entendre. J'ai eu moi même des hésitations et me suis demandé si nous ne courions pas le danger de donner une application insuffisante à une idée de haute importance. Ce sont ces préoccupations qui m'ont amené à déclarer à la dernière session du Conseil qu'il serait désirable d'examiner la question de principe de l'attitude que la Société des Nations a prise à l'égard des minorités. Il ne s'agit pas pour moi de mettre en avant, dans cette discussion sur les principes, le sort et les conditions de certaines minorités dans tel ou tel pays. Ce qui importe pour moi, c'est de définir la situation résultant des traités et déclarations en vigueur, de la garantie confiée à la Société des Nations et des droits et devoirs qui en découlent pour elle.

A ce sujet, il n'est pas nécessaire de se demander lequel des deux aspects est le primaire et lequel est le secondaire : procédure ou principes. La procédure et ses détails reflètent tout naturellement l'attitude de principe de la Société des Nations. D'autre part, toute attitude de principe, cela va sans dire, implique les moyens susceptibles de réaliser pratiquement le but poursuivi pour que la noble idée, au lieu de se perdre, se fonde sur des réalisations et que les hommes qui ont subi tant de déceptions dans leurs idéals ne soient pas poussés de la des-

illusion au scepticisme et peut être du scepticisme au désespoir. Or, n'appartient-il pas à la Société des Nations de démontrer à l'humanité qu'il existe, dans la vie des peuples, une évolution, un mouvement ascendant que ni la résignation ni le pessimisme ne peuvent refouler ? N'oublions pas que cette résignation, ce pessimisme ne deviennent jamais plus forts que lorsqu'il y a contradiction éclatante entre les promesses et les faits réels.

D'après sa nature, le problème des minorités, dans ses effets pratiques, n'occupe d'habitude les Membres du Conseil que sous forme de questions de détails et de désirs particuliers qui ne semblent avoir, à première vue, qu'une importance secondaire et ne toucher peut-être que le sort d'un nombre restreint d'êtres humains. Une comparaison avec d'autres missions générales de la Société des Nations pourrait faire naître l'impression qu'il y a là une disproportion quand on surcharge le Conseil d'affaires pour lesquelles cette instance serait trop élevée. Il y a là un danger — que j'appellerai psychologique — que l'on ne saurait éliminer qu'en se rendant bien compte, même dans les cas les plus insignifiants, que nous nous trouvons en présence de symptômes et d'émanations d'une situation hautement importante au point de vue international. Mes collègues du Conseil seront sans doute d'accord avec moi pour dire que l'examen de ces cas particuliers doit toujours s'inspirer des grandes idées fondamentales en vertu desquelles les dispositions contractuelles en vigueur ont été incluses dans le statut juridique international et en vertu desquelles la garantie de la Société des Nations a été établie.

Je ne saurais mieux caractériser ces idées fondamentales et l'importance essentielle qu'elles ont par rapport à la structure actuelle de l'Europe qu'en me référant à la note de 1919 que vous connaissez tous et dans laquelle le représentant des Puissances alliées et associées a exposé, d'une manière claire et nette, les motifs et les buts de la première convention relative aux minorités. Le système des minorités, constate la note, est une conséquence nécessaire qui constitue une partie esentielle du nouveau système des relations internationales inaugurées par l'établissement de la Société des Nations. Sous l'empire de l'ancien système, la garantie d'exécution pour des prescriptions de cet ordre reposait sur les grandes Puissances. L'expérience avait montré — c'est toujours la note que je résume — que

cela était en pratique inopérant. C'est pourquoi, dans le nouveau système, la garantie appartient à la Société des Nations. Les Puissances ont aujourd'hui une situation toute nouvelle à envisager et l'expérience a montré que de nouvelles dispositions étaient nécessaires. Les territoires cédés en vertu des traités de paix — ce sont toujours les considérations de la note — renferment de nombreuses populations parlant des langues et appartenant à des races différentes de celles du peuple auquel elles étaient incorporées. De longues annés d'âpres hostilités avaient ancré les différentes races dans un état de grave division. Ces populations se reconcilieraient plus facilement avec leur nouvelle situation si elles se savaient, dès le début, assurées de la protection et des garanties nécessaires contre tout danger de traitement injuste ou d'oppression. La seule connaissance de l'existence de ces garanties aiderait matériellement à une réconciliation que tous désirent.

Je n'ai qu'à ajouter à cette citation un passage du rapport présenté au Conseil en 1920 par son rapporteur, rapport qui est à la base de toute la procédure que la Société des Nations applique aux minorités, pour mettre en évidence que, dès cette époque, le sens et le but du haut mandat confié à la Société des Nations, avaient été très bien compris dans ses points essentiels. Ce rapport définit la garantie comme ayant pour conséquence l'intangibilité des dispositions concernant l s minorités et comme imposant à la Société des Nations le devoir de s'assurer que les dispositions relatives à la protection des minorités sont constamment appliquées.

Lorsque je songe à ces principes fondamentaux et que je les compare à la pratique telle qu'elle existe en réalité, je ne peux m'empêcher d'avoir l'impression que la théorie et la pratique ne sont pas toujours allées de pair. En tout cas, nous ne pouvons pas négliger le fait incontestable que cette impression est l'impression dominante des minorités elles-mêmes et qu'il en résulte chez elles de graves préoccupations en ce qui concerne le sort de leur culture. On comprend que les déceptions qu'elles ont ainsi subies s'expriment dans de vives critiques à l'adresse des institutions de la Société des Nations. Ce n'est pas la première fois qu'une telle critique a abouti à de longues discussions au sein de notre Société. Il paraît cependant que les efforts tendant à remédier aux insuffisances existantes se

sont heurtés à des considérations de principe qui pourraient faire croire l'opinion publique qu'on voudrait s'écarter des bases de la protection des minorités.

Je ne saurais laisser de côté ici la déclaration d'un ancien rapporteur du Conseil en l'année 1925, déclaration qui a eu un retentissement considérable, comme aussi la discussion au Conseil qui l'a suivie. Dans cette déclaration et dans cette discussion nous trouvons certaines vues de principe sur le but des dispositions stipulant la protections des minorités et sur la garantie exercée par la Société des Nations, vues qui pourraient être interprétées comme signifiant que ces dispositions constituent en quelque sorte un régime de transition destiné à faire finalement disparaître les minorités comme telles, c'est-à-dire à les faire absorber par la majorité de la population de l'État auquel elles appartiennent. Si ces déclarations devaient réellement constituer une sorte de théorie de l'assimilation — ce qui semble ressortir de certaines observations faites dans des séances ultérieurs du Conseil —, je serais, pour ma part, obligé de m'y opposer énergiquement. Une telle théorie est contraire à l'idée, nettement exprimée lors de l'établissement du nouveau systéme, d'après laquelle la protection des minorités est une protection permanente, et non pas seulement un régime de transition établi en vue d'aplanir des difficultés temporaires.

Dans cet ordre d'idées, il y a une autre question de principe. A l'heure actuelle, la procédure existante se borne à régler les pétitions adressées à la Société des Nations. Il n'existe, en dehors du domaine des pétitions, aucune institution ou procédure pour réaliser d'une manière générale la garantie confiée à la Société des Nations. Mais il ne peut pas y avoir de doute que la garantie ne saurait se limiter à un règlement de cas concrets dans lesquels une infraction déjà commise ou le danger d'une infraction aux droits de minorités est portée à la connaissance de la Société des Nations.

Le rapport fondamental de 1920 auquel j'ai déjà fait allusion déclare expressément que la Société des Nations a le devoir de s'assurer que les dispositions relatives à la protection des minorités sont constamment appliquées. Peut-être cette idée a-t-elle aussi inspiré certaines suggestions visant à l'établissement d'une commission permanente des minorités. Il me semble en tout cas nécessaire de se rendre compte de la façon dont

la Société des Nations pourrait s'informer d'une manière continue sur la situation des minorités.

Les dispositions relatives à la protection des minorités comportent une tâche qui n'est ni impossible à accomplir ni indigne d'un État souverain. Il est incontestable que le fait d'appartenir à une minorité et la situation spéciale qui en résulte ne s'opposent pas à l'accomplissement des devoirs d'un citoyen loyal envers son État. Mais ceci étant, il en résulte en même temps que l'intérêt d'un pays pour les minorités d'un autre pays, intérêt qui se manifeste dans un appel à la garantie de la Société des Nations, ne peut pas être considéré comme une intervention politique inadmissible dans les affaires intérieurs d'un État étranger.

Je n'ignore pas les considérations politiques qu'on oppose aux idées que je viens de développer. Ainsi on dit que le droit des minorités pourrait aboutir à appuyer un mouvement dirigé contre l'intégrité de l'État et qu'il pourrait susciter un mouvement d'irrédentisme. A vrai dire, je ne crois pas que notre siècle ait établi un état de choses éternel. C'est d'ailleurs une idée nettement exprimée dans le Pacte de la Société des Nations. Mais ce sont là des choses qui n'ont rien à voir dans la question des minorités qui nous occupe ici. Il est tout à fait erroné de dire qu'en appuyant le droit et la liberté culturels des minorités, on s'en sert comme d'un levier pour briser les États. La paix entre les nations sera d'autant plus solide que l'appel des minorités menacées dans leur vie culturelle résonnera davantage dans l'opinion publique du monde. Celui qui travaille en faveur du respect des droits de l'homme à sa langue maternelle, au maintien de sa race et de sa religion, sans préjudice des frontières politiques, celui-là travaille en même temps pour le maintien de la paix et non pas pour l'excitation et la violence. Les États composés de plusieurs races et cultures, et parfois la création récente, ne prendront rien de leur importance et de leur prestige en devenant un modèle, dans ce domaine, au même titre que le pays heureux où nous sommes en ce moment réunis et où, malgré les différences de races, de langue et de religion, l'amour de la patrie commune, enraciné depuis des siècles dans sa population, n'a jamais été ébranlé.

Dans quelles voies la Société des Nations doit-elle s'engager

pour s'approcher du but que nous poursuivons, et s'en approcher conformément aux traités et garanties existants ?

J'ai déjà parlé de la nécessité de se faire une idée nette sur la façon dont la garantie pourrait être réalisée, même en dehors du domaine des pétitions.

En ce qui concerne le traitement des pétitions elles-mêmes, le mémorandum de M. Dandurand fait ressortir ce fait que la procédure suivie par le Conseil, et dont le point essentiel est l'institution des comités des trois, fait naître au sein des minorités pétitionnaires l'impression de ne pas être écoutées et d'être victimes de l'inertie ou de l'indifférence du Conseil, puisqu'elles n'apprennent rien des suites données à leurs plaintes et restent toujours ignorantes de la position prise par leurs propres gouvernements. C'est là, en effet, un des défauts principaux dont les minorités sont unanimes à se plaindre depuis longtemps. La voie par laquelle M. Dandurand cherche à écarter cet inconvénient est extrêmement intéressante et mérite notre plus grande attention. Je serais heureux de contribuer à éclaircir cette question en exposant dans leurs grandes lignes mes propres idées sur ce point, idées qui s'orientent dans la même direction.

Lors de leur création, on confia aux comités des trois la tâche de „faciliter aux Membres du Conseil l'exécution de leurs droits et devoirs concernant les minorités". Grâce au travail des comités, les Membres du Conseil devaient être mis en mesure de décider s'il y avait lieu ou non de porter à la connaissance du Conseil une infraction ou un danger d'infraction à une disposition quelconque concernant la protection des minorités. Or, dans la pratique, les choses se sont passées de telle sorte que toute la procédure s'est arrêtée à cette discussion au sein des comités, sans que les Membres du Conseil ne faisant pas partie de ces comités aient été mis au courant. Or, il me semble qu'une des conséquences logiques du but envisagé lors de la création des comités était qu'en tout état de cause, ces comités devaient soumettre le résultat de leurs travaux aux Membres du Conseil, afin que ces derniers puissent réellement décider s'ils désiraient poursuivre l'affaire ou non. En outre, il est nécessaire, dès cette phase de la procédure, de trouver le moyen de mettre les minorités elles mêmes au courant du sort de leur pétition. Si l'on ne peut pas se décider à communiquer

directement aux minorités le résultat de l'examen poursuivi par les comités, le but envisagé pourrait sans inconvénient être atteint par la voie d'une plus grande publicité donnée à l'ensemble de la procédure. On pourrait, par exemple, se demander s'il ne serait pas opportun d'annexer au rapport annuel soumis à l'Assemblée sur l'activité du Conseil un relevé de toutes les pétitions reçues et traitées par les comités. On pourrait, en outre, envisager la publication dans le *Journal Officiel* de la Société des Nations des rapports présentés aux Membres du Conseil, dont j'ai parlé tout à l'heure.

Il serait, d'autre part, extrêmement utile, à mon avis, d'accélérer la procédure devant les comités. Il est vrai qu'il sera difficile, dans la plupart de cas, de réunir ces comités en dehors des sessions du Conseil. On pourrait cependant hâter le règlement des pétitions pendant la période entre les sessions du Conseil en procédant à un examen préalable qui serait confié à des représentants des premiers délégués.

Il me paraît, en outre, nécessaire d'examiner si les travaux des comités ne pourraient pas être rendus plus efficaces grâce à la possibilité pour ces comités de se mettre en rapport, non pas seulement avec les gouvernements des pays à minorité, mais également de demander aux représentants autorisés de la minorité elle-même ou à d'autres experts compétents de leur fournir des renseignements complémentaires dans le cas où le Comité le jugerait utile.

On a fait autrefois une objection à de pareilles propositions prévoyant également une participation de la minorité à cette procédure. Cette objection est qu'une telle participation créerait, au delà de ce qui est prévu dans les traités et déclarations en vigueur, une procédure contradictoire entre la minorité et son gouvernement. Quelle que soit la valeur qu'on veuille attribuer à cette objection, elle ne saurait s'appliquer à une simple demande d'information qui serait réservée à l'initiative des comités.

Le représentant du Canada désire que les comités soient élargis et transformés, de sorte que tous les Membres du Conseil y fussent représentés. J'estime qu'il est indispensable de poursuivre cette idée. De toute façon, on devrait envisager la possibilité de renforcer les comités des trois, peut-être selon le degré d'importance de chaque cas particulier. A ce sujet, il serait, à mon avis, nécessaire de reconsidérer la décision du

Conseil prise en 1925, qui subordonne à certaines conditions définies la participation des Membres du Conseil aux comités. Je me rends parfaitement compte que je touche ici un point que certains pourraient considérer comme délicat. Mais je crois que c'est servir la cause qui nous intéresse que de s'exprimer avec franchise. Les motifs qui sont à la base de cette décision du Conseil partent apparemment de l'idée que certains Membres du Conseil, à la suite de leurs rapports avec certaines minorités — rapports précisés par la décision en question — ne peuvent pas toujours être considérés comme absolument impartiaux ou qu'il faut éviter au moins toute apparence d'un manque d'impartialité. Si j'avais participé aux délibérations qui ont précédé cette décision, je m'y serais opposé, tout en me rendant compte de l'importance des motifs qui l'ont inspiré. Sans vouloir insister sur le fait que la compétence et les connaissances des Membres du Conseil en question peuvent être de la plus grande utilité, il me paraît inadmissible, en principe, de refuser à des gouvernements que l'on croit dignes d'être Membres permanents ou temporaires du Conseil la confiance dans leur objectivité. Je crois que, dans beaucoup de cas, la participation des Membres du Conseil actuellement exclus contribuerait essentiellement à faciliter au Conseil la haute mission que lui confient les dispositions sur la protection des minorités, et qui consiste à faire disparaître les inquiétudes politiquement dangereuses et à établir des relations paisibles entre les pays intéressés. Pourquoi ne pas s'en remettre au tact du président du Conseil pour désigner les membres qu'il désire voir participer dans chaque cas particulier aux comités chargés de l'examen préalable des questions de minorité ? Cela me semble d'autant plus nécessaire que la voix des Membres du Conseil qui seraient éventuellement exclus conserve dans tous les cas son importance décisive pour le traitement de la question au Conseil même.

Je crois, en outre, devoir vous rappeler un autre projet que j'ai déjà brièvement mentionné, qui a joué un certain rôle, notamment lors des discussions de la dernière session de l'Assemblée, et qui prévoit l'établissement d'une commission permanente des minorités. Cette idée est d'une importance si considérable qu'elle a besoin d'être examinée minutieusement. Ce n'est que l'étude des questions de détail liées à sa réalisation, et en particulier celle des attributions d'un tel organisme

par rapport à l'activité du Conseil lui-même, qui nous permettra de prendre position dans cette affaire.

Quelle que soit, cependant, la forme que nous aurons à donner à l'avenir à cette procédure, nous savons tous que même un règlement offrant toutes les perfections techniques imaginables ne servirait à rien s'il n'était pas dominé une conception claire et nette du but vers lequel tend la garantie de la Société des Nations et de l'esprit qui doit présider à l'exécution de cette garantie.

Les considérations que je viens de développer m'amènent aux conclusions suivantes : Ce que je désire et ce que je recommande à l'examen sérieux du Conseil, c'est d'abord une étude minutieuse des possibilités qui existent en vue d'une amélioration de la procédure applicable aux pétitions. En second lieu, je prie que l'on veuille bien envisager la possibilité de faire participer certaines nations intéressées, au lieu de les exclure comme cela s'est fait jusqu'à maintenant. En troisième lieu, il faudrait examiner de quelle façon la Société des Nations peut accomplir ses devoirs de garant en dehors du domaine des pétitions. Enfin, je tiens à ce qu'on élucide, dans l'esprit que je viens d'indiquer, les principes mêmes de la garantie assumée par la Soc été des Nations. Je me rends parfaitement compte que c'est là une tâche trop grande et aussi trop importante pour que nous puissions lui donner une solution au cours de la présente session du Conseil. Mais ce que nous devons faire, c'est mettre ce travail en marche. Il me semble que le meilleur moyen d'y arriver serait d'instituer une commission spéciale d'études. Elle devrait être composée de façon à réunir l'autorité et la compétence nécessaires à son but. Elle devrait en même temps offrir la possibilité de faire valoir tous les aspects du problème. Si nous donnons à une telle commission un mandat suffisamment concret, elle pourra certainement, dans un délai raisonnable, arriver à des résultats susceptibles de constituer une base utile pour les décisions définitives que nous aurions à prendre ensuite.

Dans l'opinion publique, on a manifesté la crainte que cette discussion risque d'inaugurer un combat entre des thèses opposées au sein de la Société des Nations. Je ne partage pas cette manière de voir. La Société des Nations s'abandonnerait

elle-même si elle abandonnait les principes qui l'ont autrefois guidée, lorsqu'elle a accepté la garantie des droits des minorités.

J'ai été heureux de constater que le représentant de la France a, d'une manière si impressionnante et si solennelle, dans la session de décembre 1928, affirmé les principes de la protection des minorités. J'ajoute que je ne connais pas, dans cette question, de distinction entre des nations intéressées et des nations non intéressés. Car le problème que nous traitons est un problème qui intéresse forcément la Société des Nations dans son ensemble. Si nous parcourons les tablettes de l'histoire, nous voyons qu'il y a dans la vie des peuples un changement perpétuel dans leurs relations. Combien de fois la domination exercée par une nation a-t elle été suivie par une époque où des membres de sa race et de sa culture ont été sous la souveraineté d'un État étranger ! On dirait que l'histoire s'efforce à prouver la vérité de cette parole de Gœthe, qui, en quelque sorte, met en garde les hommes, les États et les nations contre la fortune changeante. Si je comprends bien l'idée qui a présidé à la création de la Société des Nations et aux garanties qu'elle a assumées pour la protection des minorités, elle consiste précisément en ceci qu'elle voulait apaiser les tensions tout naturellement produites par les nouvelles situations, de les apaiser par un traitement équitable des hommes d'une autre race, d'une autre religion, d'une autre langue. L'idéal vers lequel tendent les êtres humains consiste à assurer la paix pour l'éternité, même s'ils n'osent pas croire que l'humanité puisse jamais atteindre cet idéal. Quant à nous, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour créer les conditions de cette paix. Une de ces conditions est la paix culturelle entre les peuples. Plus puissamment que par des paragraphes et des engagements, la paix éternelle peut être assurée par le régime de la justice à l'égard de tous ceux qui revendiquent le droit vital et élémentaire qu'ils ont de parler leur langue, de garder leurs âmes et leur foi.

Das erste Dezennium des ungarischen Unterrichtswesens in Rumänien von 1918-1928.

(Vierter Bericht.)

Warum verlangen die ungarischen Kirchen ihre früher dem Staate übergebenen Schulen zurück? Diesbezüglich klärt die liberale Regierung den Völkerbund auf Seite 7 der Observations folgendermassen auf:

„In mancher Gemeinde haben die ungarischen Minderheits-Kirchengemeinden noch unter dem alten Regime die Errichtung der konfessionellen Schulen versucht, was jedoch nicht gelang. In Ermangelung einer ungarischen Bevölkerung waren sie gezwungen, diese dem Staate zu überlassen ... Warum musste „ausdrücklich" bedungen werden, dass in diesen der Unterricht „in ungarischer Sprache und ungarischem Geiste" zu halten sei, wenn diese Sprache und dieser Geist nicht die Sprache und der Geist der Bevölkerung war und weil diese Schulen nicht dem Zwecke des Unterrichts, sondern der Magyarisierung dienten".

Das Memorandum zählt diese Schulen auf. Führen wir einige sprechende Fälle an und geben wir die statistischen Daten dazu: In Ketesd (Komitat Kolozs) leben 420 Rumänen und kein einziger Ungar. (Hier irrte sich die liberale Regierung, denn, obwohl es wahr ist, dass der, die amtlichen Daten enthaltende Dicţionarul Transilvaniei die ganze Einwohnerschaft dieser Gemeinde als rumänisch angibt, waren noch in 1910. 383 reformierte, 1 evangelischer, 4 israelitische und im ganzen 20 griechisch katholische Einwohner, aus denen bis 1920 schwerlich 420 Rumänen werden konnten!) In Uzdiszentpéter (Komitat Kolozs) waren 832 rumänische und 201 ungarische Einwohner, sagt die liberale Regierung. (Wie können dann aber 19 katholische, 466 reformierte, 5 unitarische und 51 israelitische Einwohner in dieser Gemeinde sein? Übrigens befand sich in derselben ausser der staatlichen ungarischen Schule auch eine griechisch-katholische rumänische Schule!) In Nyárádtő (Komitat Maros-Torda) sind laut der liberalen Regierung 919 Rumänen und 103 Ungarn. (In 1910 waren 150 röm. katholische, 124 reformierte, 3 evangelische und 20 Israeliten unter den Einwoh-

nern, und neben der staatlichen ungarischen Schule gab es auch eine griechisch-katholisch rumänische Schule!) In gleicher Weise hatten die Rumänen in den meisten der von der liberalen Regierung als Beispiel aufgezählten 29 Gemeinden mit stark reduzierter ungarischer Bevölkerung ihre konfessionellen rumänischen Schulen und die ungarische Minderheit eine staatliche Schule, überdies waren in Brád ausser der staatlichen ungarischen Schule noch zwei griechisch-orientalische rumänische Schulen mit je zwei Lehrern; in Alamor fanden neben der staatlichen ungarischen Schule auch eine separate griechisch orientalische und eine griechisch katholische rumänische Schule Platz. Als charakteristisches Beispiel für die ungarische Schulpolitik ist auch das zu erwähnen, dass in dem aufgezählten Vingárd und in Fehéregyháza die ungarische Minderheit eine staatliche Schule hatte, die Rumänen eine griechisch-orientalische rumänische Schule, während die lutherischen Sachsen eine lutherische Schule besassen. Aus diesen Daten erhellt auch, wie sehr der folgende triumphierende Ausruf der Eingabe auf Wahrheit beruht:

„Unter der ungarischen Herrschaft wurden die Kinder in diesen staatlichen Schulen ungarisch unterrichtet, ausschliesslich ungarisch. Wäre es unter der rumänischen Herrschaft zu gestatten gewesen, dass diese ihre magyarisierende Arbeit fortsetzen? Nein. Folglich sind sie verschwunden".

Wir wundern uns nicht, dass diese Regierung ihre Schrift in dieser Weise fortsetzte (Seite 8): „Die Klageführenden behaupten übrigens ohne zu erröten, dass die ungarischen Gesetze „gut und frei" waren und dass sie den Minderheiten unbegrenzte Freiheiten gesichert haben. Ist dies Ironie?" [5]

[5] Auf der Sitzung des rumänischen Senates vom 18. Mai 1925 (siehe Desbaterile Senatului 1924/25 No. 88) erklärte Unterrichtsminister Anghelescu offen im Laufe der Debatte des Gesetzentwurfes über den Privatunterricht:

— „Ich habe es bereits gesagt und wiederhole es auch heute, dass ich geneigt bin jene Paragraphe des Entwurfes, welche beanstandet werden (durch die Ungarn), aus den ungarischen Gesetzen zu ersetzen". (Grosses Gelächter). Als der Abgeordnete József Sándor am 2-ten Dezember 1925 in der rumänischen Kammer die bezüglichen Paragraphe der ungarischen Gesetze in ihrem wörtlichen Text vorlegte, damit diese zufolge dem Versprechen des Ministers in den in der Debatte befindlichen Entwurf aufgenommen werden, mit der Erklärung, dass die Ungarn in Rumänien nicht mehr auf dem Gebiete des Unterrichtswesens wünschen, als was die Rumänen unter der ungarischen Herrschaft genossen haben, lachte Unterrichtsminister Anghelescu einfach dem antragstellenden ungarischen Abgeordneten in's Gesicht und stimmte der Übernahme keines einzigen Paragraphen bei. (Desbaterile Deputaţilor 1925/26 No. 15).

„Die durch Graf Apponyi eingeführte „Kulturzone" — in welcher er im Jahre 1917 die Schliessung sämtlicher rumänischen Schulen des Grenzgebietes und deren Ersetzung durch 1600 Elementarschulen und 800 staatliche Kindergärten verordnete — war nichts anderes, als die Krone jener durch das ungarische Parlament votierten Gesetze, welche die vollständige Ausrottung der Minderheiten des alten Ungarns bezweckten. Siehe den Geist der ungarischen Jurisdiktion gegenüber den Minderheiten! Siehe das ist, was unsere Ankläger ein „mildes und liberales Regime" nennen!"

Die Quelle dieser Einstellung zitiert Unterrichtsminister Anghelescu in der bereits genannten Motivierung (Seite 54—56) des Gesetzentwurfes über den Privatunterricht (Triteanu: Şcoala noastră. Zona culturală. Sibiu, 1919), nur dass er hier vor dem Völkerbund schon anderes sagt, als was Triteanu unter Anführung der Dokumente in rumänischer Sprache sagte. Es ist nämlich bekannt, dass im Jahre 1916, als die rumänische Armee Siebenbürgen zuerst besetzte, sie sich nach kurzer Zeit vor den Truppen der Mittelmächte zurückzog. Auch hat sich bestätigt, dass mit den abziehenden rumänischen Truppen die Lehrer vieler rumänischer Schulen (von vielen staatlich subventionierten) das Land verliessen. Hierauf begann Unterrichtsminister Graf Apponyi in 1917, auf Betreiben der Armeeleitung die Aktion zwecks Verstaatlichung der unpatriotischen griechisch-katholischen und griechisch orientalischen Schulen des Grenzgebietes. Noch im März 1918 machte Unterrichtsminister Graf Apponyi den griechisch-orientalischen rumänischen Erzbischof erst *darauf aufmerksam, dass er die staatliche Subvention der in den interessierten Gemeinden befindlichen griechisch-orientalisch rumänischen Schulen Ende Juni 1918 einstellen wird.* Mehr als ein Jahr lang dauerten die Unterhandlungen zwischen dem Betrauten des Staates und den Vertretungsbehörden der rumänischen Kirche, und selbst die rumänischen Schulen der, des Vaterlandsverrates überführten Lehrer wurden nicht geschlossen und nicht durch 1600 Elementarschulen und 800 Kindergärten ersetzt, da dies viele gesetzliche Hindernisse gehabt hätte. Auf Seite 13 der Observations kehrt die rumänische Regierung wieder auf die Kulturzone zurück: „Gegenwärtig beschränken wir uns nur auf die Anführung dessen, dass das Gesetz Apponyi's viel radikaler vorgegangen ist mit seiner berühmten „Kulturzone",

indem es mit einem einzigen Federzug den ganzen rumänischen Unterricht in sämtlichen siebenbürgischen Komitaten des Grenzgebietes einstellte". Dass ein solches Kulturzonen Gesetz bei uns nicht bestand, ist vor Minister Anghelescu nicht wichtig, es ist bloss von Belang, dass der Völkerbund es glaube.

— Im Jahre 1916 zogen zehn staatlich subventionierte Professoren des Kronstädter griechisch-orientalischen Lyceums mit ihrem Direktor an der Spitze mit der sich zurückziehenden rumänischen Armee ebenfalls ab. (Siehe: das 75 jährige Jubileumsjahrbuch der Schule Braşov, 1925. Seite XXIV). Vordem bewahrheitete es sich jedoch, dass die assentierten Schüler des Institutes seit 1914 nach Rumänien überlaufen sind und dass die Pfadfinder des Institutes Spiondienste leisteten. Und dennoch, sobald die ungarische Herrschaft in Brassó wiederhergestellt war, liess weder die ungarische Regierung noch Unterrichtsminister Graf Apponyi diese grosse Kulturinstitution der rumänischen Bewohner schliessen, trotzdem sowohl Lehrer als Schüler in zahllosen Fällen des offenen Vaterlandsverrates angetroffen waren, sondern störte deren Weiterwirken nicht, erlaubte, dass an Stelle der entsprungenen Professoren neue Professoren angestellt wurden und stellte nicht einmal die staatliche Subvention des Institutes ein. Nach Abzug der Rumänen legten auch in dem verkürzten Schuljahr 1916/17 20 rumänische Schüler in dieser Schule die Maturitätsprüfung ab. In diesem einen rumänischen Lyceum legten in den letzten zehn Jahren der ungarischen Herrschaft (1909/10—1918/19) 437 rumänische Jünglinge die Reifeprüfung ab, folglich im Durchschnitt 43 per Jahr. Und demgegenüber erlangten unter der rumänischen Herrschaft in Siebenbürgen von den ungarischen Jünglingen von allen sieben Obergymnasien des röm.-katholischen Status im ganzen in 1924/25 nur 30, in 1925/26 36 und in 1927/28 auch nur 39 (aus den sechs reformierten Obergymnasien ebenfalls nur 38) das Maturitätszeugnis, wovon auf das einzelne Obergymnasium jährlich nur 5—6 Jünglinge fallen. Vielleicht könnte man auch hieraus auf den Unterschied zwischen den beiden Regimen schliessen!

Noch einige Erklärungen vonseiten der liberalen Regierung bezüglich dessen, was der Völkerbund ihr geglaubt hat:

— (Seite 11.) „Der rumänische Staat beliess in sämtlichen ungarischen Gemeinden die ungarische Sprache als Unterrichts-

sprache, bei Gemeinden von gemischter Sprache errichtete er ungarische Abteilungen, wohin sie zu der übergebenden Kirche gehörende Lehrer anstellte".[6]

— (Seite 16.) „Die liberale Regierung entsprach ihren im 10-ten Punkt des Pariser Vertrages enthaltenen und auf die Unterstützung der ungarischen Schulen bezüglichen Verpflichtungen. Es ist Tatsache, dass sie keine Subvention gibt, jedoch — was mehr bedeutet — übernahm sie sämtliche Kosten von 762 Elementarschulen, 22 Bürgerschulen, 9 Lyceen, bemerkend, dass in diesen der Unterricht in ungarischer Sprache gehalten wird, und dass sie 1586 Lehrer und Professoren bezahlt. Die rumänische Regierung kann nicht gezwungen werden, solche Schulen zu unterstützen, welche ganz überflüssigerweise gegründet wurden und die Würde des Staates untergraben".[7]

— (Seite 16.) „Laut dem rumänischen Gesetz antwortet der Schüler in jener Sprache, in welcher er gelernt hat. Folg-

[6] Hier folgen einige dieser Behauptung widersprechende Daten über das Schuljahr 1927/28. In der Arader Elementarschule in der Erzsébetgasse wurde in wöchentlichen 40 Stunden (rumänische Sprache 19, Geographie 9, Geschichte 9, Verfassungslehre 3 Stunden) rumänisch unterrichtet. In der nagyenyeder staatlichen Elementarschule wurde in wöchentlich 65 Stunden (rumänische Sprache 42, Geographie 10, Geschichte 10 und Verfassungslehre 3 Stunden) rumänisch unterrichtet. In der staatlichen Elementarschule von Nagyszalonta wöchentlich 48 Stunden rumänisch (rumänische Sprache 34, Geographie 6, Geschichte 6 und Verfassungslehre 5 Stunden.) In den marosvásárhelyer Elementarschulen (I—IV Klasse wurde in je 36 wöchentlichen Stunden (rumänisch 26, Geographie 5, Geschichte 5) in der rumänischen Sprache unterrichtet. Es ist zu bemerken, dass in allen diesen Schulen die Behörden keinen einzigen Schüler dulden, wenn ein noch so schwaches Zeichen vorhanden ist, dass das betreffende Kind nach Abstammung, Religion oder Namen nicht unzweifelhaft Ungar ist (eine israelitische, griechisch-orientalische oder griechisch-katholische Person kann z. B. nicht Ungar sein, noch von ungarischer Muttersprache, wie immer sie auch auf ihr Ungartum schwört und dasselbe bezeugt!)

[7] Unterrichtsminister Anghelescu nimmt die Zahlen so wenig genau, selbst vor dem Völkerbund nicht, dass dies schon die Grenzen allen guten Glaubens weit überschreitet. Hier erwähnt er — in 1925 — noch 22 staatliche Bürgerschulen und 9 staatliche Lyceen mit ungarischer Unterrichtssprache, jedoch in dem an die Motivierung des Mittelschul-Gesetzentwurfes beigefügten statistischen Ausweis (Desbaterile Parlamentara 1928. VII. 8. Sedinţa Senatului 1928. 2. April, Seite 1471) behauptet er bezüglich des Schuljahres 1922/23, dass in diesem Jahre 9 staatliche Lyceen mit ungarischer Unterrichtssprache mit 922 Schülern und 59 Professoren waren, weiter 6 (sechs) staatliche Bürgerschulen mit ungarischer Unterrichtssprache mit 1398 Schülern und 54 Professoren. In den Daten über das Schuljahr 1926/27 bestehen die 9 staatlichen ungarischen Lyceen, hier jedoch sind schon 1186 ungarische Schüler und 70 ungarische Professoren in Evidenz gehalten. Die Zahl der Bürgerschulen bleibt auch sechs, doch vermindert sich hier die Zahl der ungarischen Schüler auf 1333, während die Zahl der staatlichen ungarischen Professoren sich in vier Jahren von 54 auf 68 erhöht hat — am Papier.

Und jetzt besteht — laut dem in der amtlichen Ausgabe des Unter-

lich geschieht dies bei der Baccalaureats-Prüfung, die rumänische Sprache, die Geschichte und Geographie des Landes betreffend, in rumänischer Sprache, in den anderen Lehrgegenständnden jedoch: Griechisch, Latein, Französisch, Deutsch, Ungarisch, Chemie, Physik, Arithmetik, Geographie, Geschichte etc. werden die ungarischen Zöglinge in der ungarischen Sprache geprüft". (Die liberale Regierung nimmt in ihrem grossen Eifer unter die Gegenstände der Baccalaureats Prüfung auch die ungarische Sprache auf, wie das ja auch am Platze wäre und vergisst einzugestehen, es sei nicht einmal in Gedanken vorgekommen, dass sie in die Prüfungskommission wenigstens zum Schein auch nur einen ungarischen Professor ernannt hätte. Zumeist erfolgt die Beantwortung der Fragen durch einen Dolmetsch, was katastrophale Folgen hatte und deshalb bemühen sich die ungarischen Abiturienten, auf die in rumänischer Sprache gestellten Fragen — freiwillig rumänisch zu antworten.) [8]

(Fortsetzung folgt.)

richtsministers Anghelescu über das Schuljahr 1924/25 erschienenen Mittelschuljahrbuch (Anuarul Invăţământului Secundar din România pe anul 1924/25, Bucureşti 1925, Seite X) auch kein einziges staatliches Lyceum mit ungarischer Unterrichtssprache mehr (weil die ungarischen Schüler, wenn sie sich in das staatliche Lyceum einschreiben, die rumänische Abteilung besuchen — behauptet das Anuarul), jedoch neben dem nagyvárader Gojdu-Lyceum besteht noch eine vollständige ungarische Abteilung und in 9 Orten: Arad, Petrozsény, Nagyszalonta, Gyergyószentmiklós, Marosvásárhely, Torda, Szatmár, Máramarossziget und Nagykároly sind die schon verstümmelten Abteilungen im Verschwinden begriffen, während sie tatsächlich längst schon verschwunden sind. Wo sind also — namentlich — oder waren in 1926/27 oder in 1925 jene neun staatlichen Lyceen mit ungarischer Unterrichtssprache und 70 ungarischen Professoren und 1186 ungarischen Schülern?!

Leider wirkten die ungarisch-sprachigen staatlichen Bürgerschulen auch nur in der Phantasie des Ministers Anghelescu in 22 Exemplaren im Jahre 1925, da er ja in 1922/23 und 1926/27 nur je sechs angibt.

Darf man also die Leichtgläubigkeit des Völkerbundes so missbrauchen?! Übrigens ist es nur wichtig, dass der Völkerbundsrat diese Märchen glaubte und die liberale Regierung wegen ihrer Minderheits-Politik belobte.

[8] Der diesbezügliche Bericht des Direktionsrates des siebenbürgischen reformierten Kirchenbezirkes (24 Juni 1927—1 November 1928) sagt noch in 1928 Folgendes (Seite 21):

— „Unser Direktionsrat nahm jedes mögliche gesetzliche Mittel in Anspruch, um den Herrn Unterrichtsminister von der Unhaltbarkeit der Methode der Baccalaureatsprüfungen zu überzeugen, aber statt eines Erfolges vermehrte sich nur das uns zugefügte Unrecht. Auch den im Gesetz gesicherten „Vorteil", dass die Kandidaten die in ihrer Muttersprache gelernten Gegenstände in ihrer Muttersprache beantworten können, machte die Tatsache illusorisch, dass in den meisten Kommissionen der Minister für die Fachgegenstände, der ungarischen Sprache unkundige Professoren ernannt hat, die entweder durch einen Dolmetsch prüften (z. B übersetzte der Lateinprofessor die Antworten über Naturgeschichte), oder versuchte der Kandidat rumänisch zu antworten, natürlich, da er den Gegenstand ungarisch gelernt hatte, konnte er nicht einmal die einfachsten termini technici in rumänischer Sprache kennen. Es gab Fälle, wo die lateinisch geschriebenen schriftlichen Aufgaben vom Fachprofessor durch einen „Dolmetsch" ausgebessert wurden".

Die deutsche Politik in Rumänien während der Regierung Maniu's.

Anlässlich der von der liberalen Regierung im Jahre 1927 durchgeführten Parlamentswahlen schlossen die politischen Führer der Ungarn und Deutschen Rumäniens ein Wahlabkommen — einen Pakt. Der Erfolg bewies die Richtigkeit ihrer Handlung, denn die Vereinigung ermöglichte es, dass trotz des mehr als gewöhnlichen amtlichen Wahlmissbrauches, die hervorragenderen ihrer politischen Führer in das rumänische Parlament gelangen konnten. Dieser Wahlpakt von Rumäniens beiden grössten Minoritäten war dazu berufen, einen solchen Mittelpunkt des Blockes der Minderheiten zu errichten, um den sich mit der Zeit auch die übrigen Minoritäten Rumäniens, die Ukrainer, Russen, Bulgaren, Juden etc. zu einem starken politischen Wall gruppieren würden.

Die Bildung dieses Blockes der Minoritäten war der liberalen Regierung nicht nur deshalb zuwider, weil in den Parlamentskämpfen in einzelnen kritischen Fällen ein aus 40—50 Köpfen bestehender Minoritätenblock als Verbündeter der rumänischen Opposition, der Regierung sehr unangenehm sein könn'e, insbesondere aber aus aussenpolitischen Gründen. Wenn Rumäniens sämtliche nationale Minderheiten gemeinsam ihre Klagen zur Erlangung ihrer niedergetretenen Minderheitsrechte vor den Völkerbund bringen, wird dies viel mehr Gewicht vor der öffentlichen Meinung der Welt haben, als wenn irgendeine Minderheit einzeln diesen Schritt unternimmt. Man kann den nationalen Minderheitsblock nicht dessen bezichtigen, er diene irredentistischen Zielen, wie dies von den Ungarn behauptet wird, oder er sei das Werkzeug der Moskauer bolschewistischen Regierung, wie dies von den Ukrainern und Russen in Bessarabien gesagt wird.

Maniu betrachtete die Sprengung dieses Minderheitsblockes als einen seiner grössten politischen Erfolge. Seine Taktik war die folgende:

Er empfahl den Ungarn wie den Deutschen einen Wahlpakt mit der Begründung, er sei sowieso geneigt, die Stellung der Minoritäten im rumänischen Staate mit einem speziellen

Minderheitsgesetze zu ordnen, sie sollen es daher mit Hilfe der Wahlen ermöglichen, dass er über eine solche Mehrheit im Parlamente verfüge, mit deren Hilfe er dann das Minderheitsgesetz ohne Schwierigkeiten schaffen kann. Dieses Anerbieten machte er in der Voraussetzung, die Ungarn würden es nicht annehmen, denn die Opposition hätte diese Verbündung mit den Ungarn sehr gegen ihn ausnützen können. Da er mit den Sachsen in einem viel vertraulicherem Verhältnisse stand, noch aus der Zeit seiner Präsidentschaft über den unter seiner Leitung wirkenden „Consiliu Dirigent", unter welcher die Sachsen, abgesehen von den, mit dem damaligen Kriegszustande einhergehenden Unannehmlichkeiten, fast im vollen Besitze all' ihrer Minderheitsrechte waren, wendete er sich an diese mit seinem Anerbieten. In erster Linie durch die Vermittlung von Rudolf Brandsch, der seinerzeit sich am meisten darum bemühte, die Sachsen am 9-ten Dezember 1918 ihren Anschluss an Rumänien aussprechen zu lassen. Brandsch trachtete auch sehr danach, die Sachsen zur Annahme von Maniu's Wahlpakt zu bewegen.

Aber Brandsch hätte die Mehrheit der Sachsen nicht für diesen Pakt gewinnen können, schon deshalb nicht, weil die eingetretenen Ereignisse seit der Leitung des „Consiliu Dirigent" die Sachsen über die rumänische politische Freundschaft sehr ernüchterten. Die Führung der sächsischen Minoritätenpolitik ging in die Hand von Hans Otto Roth über, dessen Haltung auch die alten politischen Führer der Sachsen billigten und der im Jahre 1927 zur Gründung des ungarisch-deutschen Minderheitsblockes drängte. Der Grund, warum die Sachsen dennoch den angebotenen Wahlpakt annahmen, ist in der Haltung der Banater Schwaben zu suchen.

Die anerkannten politischen Führer der Banater Schwaben sind Prälat Franz Blaskovics und Advokat Kaspar Muth, die schon vor dem Zusammenbruch im Jahre 1918 die Vertrauensmänner der Banater Schwaben waren. Diese beiden Männer geniessen das grösste Ansehen unter den gesamten schwäbischen politischen Führern, aber die agilsten und daher auf die Menge von der grössten Wirkung sind nicht sie, sondern Franz Kräuter und Hans Beller. Zwei solche Männer, welche durch die Wellen der Bewegungen nach dem Jahre 1918 in die Reihe der schwäbischen Führer geschleudert wurden, und denen auch deshalb die entsprechende politische Schulung fehlt.

Auf die Masse der Schwaben ist die Wirkung der schwäbischen politischen Führer noch nicht so allgemein und bestimmend, wie die der sächsischen Führer auf ihr Volk. Die Schwaben selbst sind auch noch nicht zum Kampfe der Minderheitspolitik so erzogen, wie das sächsische Volk. Sie sind weniger diszipliniert und hören daher leichter auf die von rumänischer Seite kommenden Verlockungen. Es gibt unter ihnen einige: Orendi Homennau und Konsorten — welche glauben, das Schwabentum könne seine eigenen Minderheitsinteressen ausschliesslich nur in dem Bündnis mit der rumänischen — in erster Linie mit der liberalen Regierung — verteidigen. Während jeder solche Versuch bei den Sachsen sich als ganz belanglose Bemühung erwies, sind es im Kreise des Banater schwäbischen Volkes die Vertreter dieser Richtung, die zum sogenannten „Eisenring" gehörenden, welche die deutsche Einheit in kritischen Fällen ernstlich gefährden.

Hievon abgesehen, war im Banate weder die gesellschaftliche, noch die politische Fühlung zwischen den Schwaben und Rumänen weder so steif noch so rauh, wie zwischen den Siebenbürger Rumänen und den Sachsen. In der Kultur der älteren Generationen der Banater Rumänen war mehr deutsches Element, als bei den Rumänen Siebenbürgens. Die Intelligenz dieser beiden Rassen stand in ihrer Bildung näher zueinander, als die beiden ersteren. Es ist daher verständlich, dass zwischen den Schwaben viele der Meinung sind, es sei ihre Pflicht gegen sich selbst, die Hand anzunehmen, die ihnen von rumänischer Seite gereicht wird, weil sie es damit Maniu ermöglichen, mit einem speziellen Gesetze die Minoritätenfrage des rumänischen Staates zu ihren Gunsten zu regeln.

Zwischen den politischen Führern der Sachsen und Schwaben begannen die Verhandlungen über den Wahlpakt, bei denen es sich zeigte, dass die Mehrheit der Schwaben beschlossen hatte, den von der rumänischen Regierung angebotenen Wahlpakt anzunehmen, selbst dann, wenn ihn die Sachsen zurückweisen würden. In diesem Falle wäre die politische Einigkeit der Deutschen Rumäniens gelöst worden, welche zu bewahren von allen als von grösster Wichtigkeit für das deutsche nationale Interesse betrachtet wurde. Diese Zwangslage nötigte die Sachsen, den angebotenen Wahlpakt, besorgt und unmutig zwar, jedoch als ein für die deutsche Einheit gebrachtes Opfer, anzunehmen.

Von Seiten der Sachsen versuchte zuerst Rudolf Brandsch in seiner Programmrede vor seinen Wählern den mit der rumänischen Regierung geschlossenen Wahlpakt öffentlich zu begründen. Die Essenz seiner diesbezüglichen Klügeleien ist in Folgendem zusammenzufassen:

Der Zweck des Kampfes der Minoritätenpolitik ist die Förderung der Sicherheit der Minoritätenrechte. Die diesbezügliche Taktik kann jedoch von Fall zu Fall den Verhältnissen entsprechend abgeändert werden. Er zählte die Beispiele auf, welche diese Tatsache bestätigen. Er wies darauf hin, dass in Jugoslavien die Deutschen als Minderheitspartei für ihre eigenen Minderheitsrechte kämpfen, während es die Ungarn als Mitglieder der Regierungspartei tun. In Polen schloss sich eine Gruppe der Minoritäten zu einem Wahlblock zusammen, aber im Parlament kämpft jede Gruppe einzeln selbständig für die eigenen Minderheitsrechte. Die Deutschen Rumäniens handeln im eigenen Interesse, wenn sie mit jener rumänischen Regierung und jener Partei einen Wahlpakt schliessen, welcher auf den Karlsburger Beschlüssen fussend, sich öffentlich dazu verpflichtete, die Minoritätenrechte in einem speziellen Gesetze zu sichern. Sollten die Deutschen mit den Ungarn einen Wahlpakt schliessen, so setzen sie sich dem ganzen Drucke des amtlichen Wahlapparates aus, und dann gelangt ihre Vertretung gar nicht in das Parlament.

Die Enttäuschung erfolgte viel rascher als man es dachte, und zwar für die Sachsen. Gleich bei der Zusammenstellung der Kandidatenliste zeigte es sich, dass die Kommissionen die Rumänen an die ersten Stellen, welche das Mandat sicherten, setzten, während die Sachsen nur auf den dritten oder vierten Platz gelangten. Dieser Stimmung verlieh zuerst Heinrich Plattner, Redakteur des „Siebenbürgisch-Deutsches Tageblatt" Ausdruck in seinem am 1. XII. 1928 erschienenen Artikel „Verstimmungen". Dieser Artikel weist klagend darauf hin, dass es nicht gelang, in Kronstadt Fritz Connert, einen den wertvollsten sächsischen politischen Kämpfer, nicht einmal mit dem grössten Kraftaufwand an zweiter Stelle zu kandidieren. Hans Hedrich wurde in einem Wahlbezirke des Komitates Kisküküllő nur an letzter Stelle kandidiert und als die Sachsen dagegen zu protestieren versuchten, wurde ihnen bedeutet, wenn sie sich nicht damit zufrieden geben, dann würde kein einziger sächsischer Kandidat in die Kandidatenliste aufgenommen werden.

Die Schwaben Kräuter und Hans Beller erhielten günstige Stellen auf der Kandidatenliste, die übrigen aber ziemlich missliche, was einen grossen Teil der Banater deutschen Wähler bewog, ihre Stimmen den Kandidaten der ungarischen Partei abzugeben.

Die führenden Politiker der Sachsen, welche mit Ausnahme von Rudolf Brandsch nur im Interesse der Wahrung der deutschen Einigkeit den von Maniu vorgeschlagenen Wahlpakt angenommen hatten, fürchteten, die Ungarn würden erzürnt. Den Verlust der Freundschaft der Ungarn hätten sie unangenehm empfunden, denn während des kurzen Bestandes des ungarisch-deutschen Blockes haben sich die Ungarn als sehr loyale und entgegenkommende Bundesgenossen erwiesen. Als offensichtlicher Beweis ihrer Loyalität galt, dass der in der Stadt Arad mit überwiegend ungarischer Mehrheit zur Zeit des ungarisch deutschen Minderheitsblockes gewählte Abgeordnete Dr. Elemér Jakabffy sein Mandat bereitwillig dem Schwaben Hans Beller überliess. Der politische Führer der Sachsen, Hans Otto Roth, hielt es für seine Pflicht, in seiner Rede gleich nach Abschliessung des Paktes eine solche Erklärung vor seinen Wählern abzugeben, welche beruhigende Wirkung auf die Ungarn hätte. „Wohl haben wir die im vergangenen Jahre befolgte Richtung unserer politischen Haltung abgeändert — sagte Hans Otto Roth bei dieser Gelegenheit — doch bewahrten wir unsere Selbständigkeit und unser Recht, mit den anderen Minderheiten, insbesondere mit den Ungarn auch weiterhin gemeinsam zu arbeiten, ja die gemeinsame Arbeit der Minderheiten ist heute schon als beschlossene Tatsache zu betrachten." Die „Kronstädter Zeitung" erwähnte bei Veröffentlichung dieser Erklärung Roth's, dass die Wählerschaft diese mit lautem Beifall aufnahm. Dieser laute Beifall war ein sichtliches Zeichen, auch das Siebenbürger sächsische Volk seinerseits finde das Zusammenwirken der Minoritäten für richtig und dass es den mit der rumänischen Regierung geschlossenen Wahlpakt selbst nur als ein, im Interesse der deutschen Einigkeit, mit schwerem Herzen gebrachtes Opfer betrachtet.

Das Resultat der Wahlen bewies, dass der Abschluss des Paktes ein politischer Fehler war, denn die deutsche Partei erhielt weniger Mandate, als sie bei Fortbestand des ungarisch-deutschen Blockes erlangt hätte. Insbesondere die Sachsen

hatten zur Zeit der Wahlen Gelegenheit über die Loyalität ihrer rumänischen Bundesgenossen sehr traurige Erfahrungen zu machen.

Dieser Stimmung gab Hans Hedrich Ausdruck in der „Kronstädter Zeitung" (No. 291 des Jahres 1928). In diesem Artikel sagt Hans Hedrich: in der sächsischen Minderheitspolitik liessen sich zwei Richtungen unter der ungarischen Herrschaft unterscheiden. Nach der einen konnte das sächsische Volk nur so seine eigenen nationalen Interessen wahren, wenn es sich auf die Staatsgewalt stützte. Dies war die im allgemeinen befolgte amtliche Minderheitspolitik der Sachsen. Nach der anderen war die einzig richtige Richtung das Zusammenwirken der Minoritäten: der Nationalitätenblock. Dies war die oppositionelle Nationalitätenpolitik der Sachsen, welche zu jener Zeit der Standpunkt nur Weniger war. Es ist bezeichnend, dass dieselben, — Brandsch und Genossen — welche damals den letzteren Standpunkt vertraten, jetzt, da das sächsische Volk in viel grösserer Gefahr schwebt, sich in den Dienst der allerweitgehendsten Opportunitätspolitik stellen, das segensreichste Zusammenwirken mit der Regierung verkünden, ohne irgendwie beweisen zu können, dies würde zum Ziele führen und werde nützlich sein.

Nach Hans Hedrich haben jene, welche den Pakt mit Gewalt aufzwangen, auch einen taktischen Fehler begangen. Man muss bekennen, dass die Wahlen bei dieser Gelegenheit verhältnismässig freie waren. Wäre der ungarisch-deutsche Minoritätenblock fortbestanden, dann hätten nicht nur diese beiden Minoritäten sich ihren Zahlenverhältnissen entsprechendere Parlamentsvertretungen sichern können, sondern hätte auch den anderen Minderheiten politisch auf ihre Füsse verhelfen können. Der mit der Regierung geschlossene Pakt war der Grund, weshalb die Minderheiten Rumäniens den geschichtlichen Augenblick versäumten, in welchem sie einen allgemeinen Minoritätenblock für die Zukunft hätten errichten können, der eine einheitliche und feste Schutzfront zur Verteidigung ihrer Minoritätsrechte gebildet hätte. Sie vernichteten den einheitlichen Minoritätsblock, ohne dass sie auch nur die geringste Aussicht hatten für sich selbst, der gegebenen Lage entsprechend, irgendwelche Mehrheit zu sichern. Jene, welche die deutsche Minderheit auf den Weg

dieses Paktes führten, können ihre Politik mit nichts anderem rechtfertigen, als mit der vielgenannten „Atmosphären-Theorie".*

Der Verlauf des Wahlkampfes bewies, dass dieser Opportunismus der Deutschen nicht geeignet war, die vielgenannte „Atmosphäre" zu ändern. Im Gegenteil nahm die grosse Masse des rumänischen Volkes in Siebenbürgen gar nicht gerne das angebotene Bündnis mit den Deutschen an. Sie betrachteten sie als solche Gelegenheitseindringlinge, welche bei dem rumänischen Volke die Wahlmöglichkeiten der Regierungspartei riskant machten. Diese Seite des Paktes wurde auch von der Opposition gegen die rumänische Regierung ausgenützt.

Nicht genug damit, dass die Deutschen — in erster Linie die Sachsen — nicht einmal bei der Bestimmung der Zahl ihrer Mandate das Minimum ihrer gerechten Ansprüche erlangen konnten, ausserdem erhielten sie unter dem Drucke der rumänischen öffentlichen Meinung trotz dem Übereinkommen eine sehr nachteilige und ungünstige Stelle auf der Kandidatenliste. Das Resultat bewies, dass die „Atmosphären-Theorie" sich nicht bewährte. Die rumänische öffentliche Meinung hätte die selbständige Liste der deutschen Minorität lieber gesehen und diese ihr vor den Rumänen mehr Achtung und Ansehen verschafft.

Hans Hedrich schliesst seine Kritik mit folgendem strengen Urteil: „Es kann festgestellt werden, dass wir bei dieser Gelegenheit eine so kurzsichtige Politik befolgt haben, wie dies — Gott sei Dank — selten in der Geschichte unserer Nation vorkommt!"

In den Siebenbürger ungarischen Blättern wurde dieser Artikel Hans Hedrich's in grossen Auszügen bekanntgemacht und mit zustimmenden Kommentaren versehen, welche gleichzeitig von ungarischer Seite eine strenge Verurteilung der opportunen und paktierenden Minoritätenpolitik der Deutschen Rumäniens war. Dies veranlasste den schwäbischen Abgeordneten Kräuter, in dem amtlichen Blatte der ungarischen Partei, der „Keleti Ujság", die Verteidigung dieser Paktpolitik zu versuchen.

* Diese Atmosphären-Theorie bedeutet, die rumänische öffentliche Meinung sei den Minoritäten so feindlich gesinnt, dass die rumänischen Regierungen deshalb auch beim besten Willen nichts im Interesse der Minderheiten tun können. Zur Milderung dessen müssten die Minderheiten den Regierungen und im besonderen den rumänischen nationalen Aspirationen gegenüber eine so loyale Haltung bezeugen, welche geeignet wäre, die rumänische öffentliche Meinung bezüglich der Wünsche der Minoritäten, günstiger zu stimmen.

Nach dem schwäbischen Abgeordneten Kräuter hätten die Deutschen Rumäniens eigentlich mit diesem Pakte auch den übrigen Minderheiten einen Dienst erwiesen. Man kann nicht wissen, welche Folgen es gehabt hätte, wenn bei diesen Wahlen die Minderheiten in einem einheitlichen Minoritätenblocke zusammengedrängt, teilgenommen hätten. Man kann nicht wissen, ob nicht infolgedessen die Demagogie noch mehr jene Atmosphäre verdorben hätte, die doch jetzt für die Minderheiten im Allgemeinen ziemlich günstig ist. Maniu kündigte die Schaffung eines Minderheitsgesetzes an. Ein derartiges Gesetz kann nur in der objektivsten Atmosphäre geschaffen werden. Die Deutschen ermöglichten es mit dem Pakte, dass von dem Wege des gegenseitigen Verstehens die subjektiven Hindernisse ausgemerzt werden. Dass sich der Minderheitsblock aufgelöst hat, ist keine so grosse Gefahr, denn er kann nötigenfalls wann immer wieder gebildet werden, wenn die Gefühlsbedingungen hiefür vorhanden sind. Die höchste Pflicht der Führer der Minderheitspolitik ist die Organisierung solcher einzelner Parteien, die zur selbstbewussten und nationalen Verteidigung geeignet sind. Wenn diese vorhanden sind, dann ist ihre Verbindung leicht. Die Hauptsache bei diesen Gruppen ist die Schaffung und Erhaltung der Einigkeit, und ist diese vorhanden, dann können den Verhältnissen entsprechende Bündnisse und Gruppierungen erfolgen.

Auch Rudolf Brandsch, der Begründer dieses Wahlpaktes, den er mit dieser Regierung schloss, und welcher den Deutschen Rumäniens im Verhältnis zu früher gar keine Vorteile brachte, versuchte denselben in den Spalten des „Siebenbürgisch Deutsches Tageblatt" (12. Dezember 1928) unter dem Titel: *Feststellungen* zu verteidigen.

Brandsch sagt, nicht ein solcher Minoritätenblock, in dem alle Minderheiten miteinander solidarisch vereinigt waren, ist eigentlich durch diesen Pakt gesprengt worden. Schliesslich ist nur von der Auflösung des ungarisch deutschen Minoritätsblockes die Rede. Soviel ist wahr, dass bei den gegebenen Verhältnissen die Deutschen nur dann ihre Minoritätsangelegenheiten am besten wahren können, wenn sie mit den gesamten Minoritäten, mit denen das Schicksal sie zusammengefügt hat, gemeinsam wirken können. Die Solidarität der Minderheiten hat aber auch ihre Grenzen. Dort, wo die Interessen der einzelnen Minderheiten Schaden erleiden, ist diese Grenze, denn

jede Minderheit hat ihre eigenen Interessen, im Gegensatz zu den gemeinsamen Interessen der übrigen Minderheiten.

Auch ohne den genannten Pakt können die Minderheiten zur Verteidigung ihrer gemeinsamen Interessen ehrlich miteinander arbeiten, ohne in jedem gegebenen Falle in einem Wahl- oder sonstigen Blocke zusammengehen zu müssen. Seiner Meinung nach ist Hedrich's Artikel nur geeignet, Verdacht und Mistrauen zwischen den übrigen Minderheiten zu säen und das von Fall zu Fall gebotene aufrichtige Zusammenwirken unmöglich zu machen. Die Schaffung des Wahlpaktes beweist hauptsächlich jenes Vertrauen, welches zu hegen die Pflicht der Deutschen Rumäniens Maniu gegenüber ist, eben wegen seiner Minderheitspolitik.

An dieser Debatte nahmen von sächsischer Seite auch Solche teil, welche keinerlei Fraktion der sächsischen Minderheitspartei angehören. Der Führer dieser Gruppe ist Heinrich Zillich, Redakteur der literarischen Zeitschrift „Klingsor". Dies ist die Gruppe der sogenannten „Dreissigjährigen". Von jener Generation, welche nach dem Kriege d. h. dem Zusammenbruche zum Manne wurde, und nun an der Schwelle ihrer persönlichen und öffentlichen Laufbahn steht. In literarischer und künstlerischer Beziehung ähneln sie jenen jungen ungarischen Schriftstellern, welche vor 25 Jahren sich um die Zeitschrift „Nyugat" scharten; in der Politik aber am linken Flügel der Siebenbürger ungarischen Partei standen, deren geistiger Führer Kóos Károly war. Sie wollen etwas Grosses, — trachten nach einem erhabenen Ziele, was aber eigentlich dieses Ziel ist und mit welchen Mitteln sie es erreichen wollen, darüber sind sie nicht im Reinen. Die älteren Führer der sächsischen Politik beurteilen sie als die Vertreter der ungeduldigen Jugend, die glauben, aller Jammer und alle Schwierigkeit würde ein Ende nehmen sobald die Älteren zur Seite treten und ihnen die Führung des Volkes überlassen.

Heinrich Zillich entwickelte seine eigenen Ansichten in seinem in der „Kronstädter Zeitung" (20. I. 1929) erschienenen Artikel „Führer und Volk". Seine vom Gegenstande der Frage oft weit abschweifenden Ausführungen gipfeln in der Feststellung, dass die allgemeine Auffassung geneigt ist, das Volk mit seinen Führern zu verwechseln, d. h. den Gedankengang und das festgesteckte Ziel der Führer so zu nehmen, als wären

sie wirklich die des Volkes, dagegen sind es eigentlich Ideen und Ziele, welche die Führer dem Volke aufnötigen wollen. Der grundlegendste Fehler der sächsischen Minoritätenpolitik ist, dass unter ihren Führern die dreissigjährige Jugend nicht genügend vertreten ist, dagegen die Generation der 40—50 jährigen, die dem Volke viel ferner stehen, als die Generation der Dreissigjährigen. Die Jugend hat viel mehr Sinn für die Bedürfnisse, welche die Lebensverhältnisse der Gegenwart im Volke erwecken, als die ältere Generation, welche mit der grösseren Hälfte ihrer Seele schon in der Vergangenheit lebt. Der Tenor seiner Ausführung ist, man solle die politische, ja die ganze öffentliche Führung des Deutschtums Rumäniens in die Hände der Jugend legen, welche das Interesse des Volkes entsprechend der, durch die neuen Verhältnisse geschaffenen Lage auffasst und die nationalen Forderungen des Deutschtums zu vertreten weiss. Zillich und Genossen halten den Gesichtskreis der gegenwärtigen Führer der sächsischen Politik für zu beschränkt und zu provinzial. Sie fordern eine Politik mit weiterem Horizont.

Die direkte und notgedrungene Forderung dieser weiterreichenden Politik wäre, dass sie die Frage der Minderheiten Rumäniens vom Gesichtspunkte des gesamten Interesses der rumänischen Minoritäten auffasse. Hievon ausgehend, können die Deutschen Rumäniens nur so ihre eigenen Interessen vor den unterdrückenden und entnationalisierenden Bestrebungen der Mehrheitsregierungen mit Erfolg schützen, wenn sie nicht nur nichts unternehmen, was die Möglichkeit der Abschwächung des Zusammenarbeitens bewirken könnte, sondern geradezu sich an die Spitze einer Bewegung stellen, welche die Errichtung eines Minoritätenblockes sich zur Aufgabe gestellt hat. Die Frage der Minoritäten ist eine allgemeine nationale politische Frage und Angelegenheit. Der politische Block der Minoritäten Rumäniens muss darum errichtet werden, damit er sich in den in Bildung befindlichen internationalen Block der Minoritäten Europas einfüge. Diese internationale Beziehung der Frage der rumänischen Minoritäten haben die politischen Führer der Deutschen Rumäniens nicht in ihrem ganzen Ernste erkannt. Dies muss in Zukunft anders werden.

Seit einigen Monaten begann in Brassó eine Bewegung dahin zielend, es werde ausser der „Kronstädter Zeitung“ und

dem „Siebenbürgisch-Deutsches Tagblatt“ noch ein drittes sächsisch-politisches Blatt herausgegeben. Dieser Plan führte zu einer leidenschaftlichen Diskussion in der sächsischen Presse. Die sächsischen politischen Führer fürchten, dieses dritte politische Blatt würde nur dazu dienen, die ziemlich feste und daher sehr wertvolle sächsische Einigkeit zu stören, weshalb sie trachten, die sächsische öffentliche Meinung und die das Blatt Projektierenden zu überzeugen, wie wenig richtig und auch nicht zweckmässig es ist, sich mit einem solchen Plane zu befassen.

Diese Bewegungen, welche im Zusammenhange mit dem eventuellen Erscheinen dieser dritten sächsischen Zeitung, das sächsische Publikum beschäftigen, sind offensichtliche Beweise, dass die sächsische bezw. rumänisch deutsche Volksseele Ausschau hält nach einer neueren, von der bisherigen abweichenden Richtlinie und Orientierung. Wie nun diese neue Richtlinie und Orientierung sein möchte und nach welchem Ziele sie trachten, das können wir aus dem Artikel des ersten Geistlichen der Kronstädter augsburgisch-evangelischen Kirchengemeinde Glondys ersehen, den er im Zusammenhange mit dem geplanten dritten sächsischen Blatte in der Nummer vom 16-ten Februar der „Kronstädter Zeitung“ unter dem Titel „Eine neue Zeitung“ veröffentlichte.

In diesem Artikel sagt Glondys, man müsse gar nicht befürchten, dass dieses dritte Blatt die sächsische Gefühls- und Seeleneinigkeit stören werde, denn es will ein ganz anderes Blatt sein, als die bisherigen deutschen Zeitungen Rumäniens. Die jetzigen deutschen Zeitungen Rumäniens sind eigentlich Lokalblätter von Provinzbedeutung, welche ausschliesslich in ihrer Provinz, in dem Grunde ihrer eigenen Volksgruppe wurzeln und sich nicht auf eine solche Höhe erheben, von der sie das gesamte Deutschtum Rumäniens übersehen und die einheitlichen und gemeinsamen Interessen dieses Deutschtums vertreten könnten. Die deutschen Blätter von Csernovitz vertreten und kämpfen nur für die speziellen Interessen der Deutschen der Bukovina. Die Banater deutschen Blätter wurzeln in dem Boden des Banater Schwabentums und ihr Horizont reicht auch nicht über die geographischen Grenzen der Banater schwäbisch-deutschen Sprachinseln. Selbst die Siebenbürger sächsischen Blätter sind rein siebenbürgisch, die kaum eine Gemeinschaft mit der Gefühls- und Gedankenwelt der Deutschen von der Bu-

kowina, von Bessarabien oder dem alten Königreiche haben. Die neue Zeitung wünscht das Blatt der Gesamtheit der Deutschen Rumäniens zu sein, welches über den lokalen und provinzialen Interessen steht. Die deutsche Minorität wird nur dann stark genug zur Verteidigung ihrer nationalen Interessen sein, wenn sie sich über den Horizont der Provinz erhebt und wenn sie der Seele, dem Gefühle und dem Willen nach zu einem einheitlichen universellen Deutschtum wird, sonst zerbröckelt sie ohne dem Gefühle dieser in höherem Sinne gemeinten Solidarität.

Wegen der absichtlichen Mangelhaftigkeit der amtlichen rumänischen Statistik ist die genaue Zahl der in Rumänien lebenden Deutschen nicht festzustellen. Die Deutschen in Rumänien selbst geben ihre Zahl mit rund 800.000 an, wobei sie die im Szatmárer Gebiete lebenden, zur Gänze oder dreiviertelteil magyarisierten Schwaben hinzurechnen, die sie mit einer kleinen Auxesis auf rund 40.000 Seelen schätzen. Nach dem 1,661 000 Köpfe zählenden Ungartum, sind die Deutschen Rumäniens zweitgrösste Minderheit, wenn nicht die Ruthenen etwas zahlreicher sind, welche die amtliche rumänische Statistik auf 800.000 Köpfe schätzt. Der bedeutend grössere Teil dieser 800.000 Deutschen lebt auf dem im Jahre 1919 vom ungarischen Staate an Rumänien angeschlossenen Gebiete. Man kann diese auf rund 550.000 rechnen. Die übrigen 250.000 leben in der Bukovina, Bessarabien, und auf dem Gebiete des alten Königreiches, grössere und kleinere Sprachinseln bildend, oder zerstreut sich in den einzelnen grösseren Städten mit der Bürgerschaft vermengend Ihre geographische Lage war nicht einmal im alten ungarischen Gebiete günstig zu nennen und ihre politische Macht und ihr Gewicht haben sie nichts anderem, als ihrer günstigen Vermögenslage und ihrer grossen Volkskultur zu verdanken.

Durch Jahrhunderte lebten sie in vier Staaten: in Österreich, Ungarn, in dem russischen Reiche und im alten rumänischen Königreiche, wussten kaum voneinander, den verschiedenen staatlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Einwirkungen ausgesetzt, wurden sie gegen ihren Willen im Jahre 1919 als Genossen eines gemeinsamen Schicksales im rumänischen Staate als nationale Minorität vereinigt. Vorher führten nur die Siebenbürger Sachsen ein wirkliches politisches Leben, daher es natürlich war, dass die Sachsen auch in der neuen Lage die Führer des politischen Lebens der aus den verschiedenen Staa-

ten zusammengekommenen Deutschen Rumäniens sein mussten. Freilich hatte dies und hat noch viele Hindernisse, nicht zu rechnen die grosse geographische Entfernung, welche diese einzelnen Gruppen des Deutschtums voneinander trennt.

Die grösste Schwierigkeit bereitete vielleicht, dass die Sachsen an ihre eigenen speziellen Interessen, an die ihrer Begabung und ihren Grössenverhältnissen entsprechende provinzial sächsisch politische Mentalität und ihre politischen Methoden gewöhnt waren. Den anderen wieder fehlten, die Deutschen der Bukowina abgerechnet, infolge ihrer Situation jene politische Schulung, welche ihre gegenwärtige Minoritätenlage erfordert hätte.

Die zehn Jahre, welche die Deutschen Rumäniens in diesem Staate als nationale Minderheit zubrachten, vergingen nicht ohne diesen wertvolle und beachtenswerte Lehren zu erteilen. Diese Lehren und Erfahrungen üben ihre Wirkung auf die gegenwärtigen öffentlichen und politischen Bewegungen der Deutschen Rumäniens und insbesonders auf die der Siebenbürger Sachsen aus. Zwei Richtungen kämpfen gegeneinander. Die Jüngeren glauben besser die Forderungen ihrer neuen staatsrechtlichen Lage auf Grund der Erfahrungen des vergangenen Dezenniums zu verstehen, wenn sie einen weiteren Gesichtskreis in der politischen Orientierung ankünden und fordern. Die Älteren wieder halten diese Minoritätenpolitik von weiterem Horizont eher für eine, sich in unklarem Ideenkreis bewegende Theorie, als für eine Wirklichkeit, auf die man erfolgreiche politische Aktionen aufbauen könnte.

Soviel lässt sich jedoch aus den jetzt angeführten Bewegungen und deren Ideen und Bestrebungen feststellen: die bisherige sächsische, schwäbische, Bukowinaer etc. Lokalpolitik wandelt sich in eine Aktion der rumänisch-deutschen Minoritäten um, welche die gemeinsamen Interessen vor Augen hält und von deutscher Seite wird allgemein die Notwendigkeit erkannt, dass sie sich mit den anderen Minoritäten zu einem politischen Block zusammenschliessen müssen, um gemeinsam zu wirken und dass die Minoritäten Rumäniens sich einheitlich an die nationalen Minderheiten der übrigen Staaten zu gemeinsamer Arbeit einfügen, denn nur in dieser Weise kann die Frage der Minderheiten zum Schutze der Interessen der einzelnen nationalen Minderheiten, zu einer Frage von internationalem Interesse und Wichtigkeit werden.

Benedikt Jancsó.

BÜCHER UND ZEITSCHRIFTEN.

Das Deutschtum in Rumpfungarn.

Universitätsprofessor Dr. Jakob Bleyer, der Führer des Deutschtums in Ungarn, veröffentlichte in der Ausgabe des *Sonntagsblattes* eine vorzügliche Studie, verfasst von den Gelehrten des Deutschtums in Ungarn, Universitätsprofessor Dr. Heinrich Schmidt, Gimnasialprofessor Rogerius Schilling und Dr. Johann Schnitzer.

Die Studie trägt obigen Titel und führt uns die verschiedenen Mundarten der eingewanderten Deutschen in Rumpfungarn, sowie die Siedlungen der einzelnen Gruppen vor; zum geschichtlichen Hergang trägt sie reichlich statistische Daten bei, woraus wir die Zahl, die Zunahme resp. Abnahme des Deutschtums genau feststellen können.

Durch grafische Beigaben erkennen wir die Dichte des Deutschtums einiger Gebiete in Ungarn und welche Mundarten dort zu finden sind.

Einleitende Worte zu diesem Werk schrieb Dr. Jakob Bleyer, worin er seiner Auffassung Ausdruck verleiht, das Deutschtum Ungarns sei durch seine Struktur, besonders aber dadurch, dass es sich seit Jahrhunderten auf ungarischem Boden entwickelte und Teil hatte an der ungarischen geschichtlichen Vergangenheit, zu einem ganz Eigenartigen geworden und unterscheide sich von allen anderen deutschen Stämmen und deutschen Völkern anderer Länder wesentlich. Sein Volkstum und völkisches Selbstbewusstsein sei unentwegt deutsch geblieben, das Staatsbürgergefühl betreffend aber sei es ungarisch. Darum sei auch natürlich, dass dieses Volk sich Deutsch Ungarn nennt.

Den bedeutenden Wert des Buches erkennend, empfehlen wir es der Aufmerksamkeit unserer geehrten Leser. Zu beziehen durch die Redaktion des *Sonntagsblatt* in Budapest VI. Ó utca 12. Preis 8 Pengő.

Director şi redactor răspunzător: Dr. Elemér Jakabffy.
Tipărit: Husvéth şi Hoffer, Lugoj.